Bulletin hispanique

Université Michel de Montaigne Bordeaux

118-1 | 2016

La Guerre Civile espagnole aujourd'hui (1936-2016)

Guerre d'Espagne

les débats chez les intellectuels français

Geneviève Dreyfus-Armand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bulletinhispanique/4252>

DOI : [10.4000/bulletinhispanique.4252](https://doi.org/10.4000/bulletinhispanique.4252)

ISSN : 1775-3821

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2016

Pagination : 99-118

ISBN : 979-10-300-0058-0

ISSN : 0007-4640

Référence électronique

Geneviève Dreyfus-Armand, « Guerre d'Espagne », *Bulletin hispanique* [En ligne], 118-1 | 2016, mis en ligne le 15 juillet 2019, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bulletinhispanique/4252> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bulletinhispanique.4252>

Tous droits réservés

Guerre d'Espagne : les débats chez les intellectuels français

GENEVIÈVE DREYFUS-ARMAND
*CERMI*¹

La guerre d'Espagne a suscité chez les intellectuels français des débats passionnés. Les prises de positions ont été diverses, contradictoires, mais elles ont connu parfois des retournements spectaculaires, notamment parmi les catholiques.

Mots-clés: guerre d'Espagne, intellectuels français.

La Guerra de España provocó debates apasionados entre los intelectuales franceses. Las opiniones fueron muy diversas, contradictorias, pero sufrieron a veces vuelcos espectaculares, particularmente en el caso de los intelectuales católicos.

Palabras claves: guerra de España, intelectuales franceses.

The Spanish Civil War has given rise to passionate debates among French intellectuals. The opinions have been various, conflicting, but they have sometimes known impressive reversals, particularly among the Catholic intellectuals.

Keywords: Spanish Civil War, French intellectuals.

La guerre d'Espagne a provoqué en France des débats vifs et des controverses nombreuses dans la classe politique et l'opinion française et, particulièrement, chez les intellectuels. La France a été le pays le plus marqué par la guerre qui se déroulait au-delà des Pyrénées.

Quelles qu'aient été *leurs opinions* par rapport au conflit espagnol, les intellectuels ont tous eu le sentiment, sur le moment ou rétrospectivement, que la guerre d'Espagne avait passionné les Français et que la Seconde Guerre

1. Geneviève Dreyfus-Armand est *Présidente du CERMI*, Centre d'études et de recherches sur les migrations ibériques, qui édite la revue *Exils et migrations ibériques au XX^e siècle*.

mondiale avait commencé à Madrid. Deux points de vue rétrospectifs, émanant d'écrivains aux positions diamétralement opposées, en attestent. Pendant l'occupation de la France, Robert Brasillach, ardent thuriféraire du franquisme, qui avait soutenu la rébellion contre la République au nom de la défense de l'Occident, écrivait de la guerre d'Espagne : « On peut dire que jusqu'à l'alerte de septembre 1938, elle n'a jamais cessé un seul jour de passionner l'opinion française. »². Quant à Albert Camus, fervent défenseur des républicains espagnols, il déclarait après la guerre mondiale, constatant que la dictature était toujours en place dans la Péninsule :

Depuis neuf ans les hommes de ma génération vivent la vie de l'Espagne. C'est comme une blessure qui ne se referme pas. C'est par l'Espagne que nous avons appris que l'on peut avoir raison et être vaincus.

C'est pour cela que votre guerre fut déjà la nôtre car elle était une guerre pour la liberté³.

Déjà, dans les années 1930, un autre conflit extérieur avait divisé les Français mais rien de comparable ne s'était produit avec ce qui se passera au moment de la guerre d'Espagne. Un bref rappel permet d'apercevoir les clivages antérieurs, réapparus dès juillet 1936.

Lors de la guerre menée par l'Italie fasciste en Éthiopie, la diversité des réactions est riche d'enseignements. Le 3 octobre 1935, à la suite d'un incident de frontière soigneusement organisé, les troupes italiennes envahissent l'Éthiopie. Le 5 mai 1936, la conquête est entérinée, après sept mois d'une guerre impitoyable où, en particulier, les Italiens utilisent des gaz de combat, en principe interdits. La guerre d'Éthiopie illustre déjà l'inefficacité de la Société des nations (SDN) : les sanctions économiques votées, qui entrent en vigueur le 18 novembre 1935, n'ont aucun effet, sinon celui de rallier l'opinion italienne à Mussolini ; elles sont, de toute façon, levées dès juillet 1936.

Au nom de la droite nationaliste, l'*Action française* mène une campagne d'une grande violence contre ceux qui préconisent l'application de sanctions à l'Italie et un catholique maurassien, Henri Massis, est le principal rédacteur d'un texte où s'affirme la solidarité avec l'Italie au nom de la civilisation occidentale. Ce *Manifeste des intellectuels français pour la défense de l'Occident et la paix en Europe* (paru dans *Le Temps* du 4 octobre 1935) est signé par de nombreux intellectuels de droite, de l'Action française à la droite modérée, d'Abel Bonnard, Henry Bordeaux, Marcel Aymé, Robert Brasillach, Léon Daudet ou Pierre Drieu La Rochelle à Gabriel Marcel, Léon Daudet ou Pierre Gaxotte. Un manifeste antifasciste est publié en riposte dans *L'Œuvre* du 5 octobre 1935, signé par des intellectuels comme André Gide, Romain Rolland, Jean Cassou, André Chamson, Alain, Paul Langevin, Paul Rivet, André Malraux, Louis Guilloux ou Paul Nizan. Certains des signataires de ce

2. Robert Brasillach, *Notre avant-guerre*, Paris, Plon, 1941, p. 247. Cité par Maryse Bertrand de Muñoz, *La Guerre civile espagnole et la littérature française*, Montréal, Didier, 1972, p. 82.

3. Albert Camus, interview à *Servir*, 20 décembre 1945, in Albert Camus, *Œuvres complètes, II, 1944-1948*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 2011, p. 662.

deuxième manifeste, dont divers intellectuels catholiques, adhèrent également à un troisième texte, publié dans *L'Aube* du 18 octobre et dans *La Vie catholique* du lendemain, intitulé *Manifeste pour la justice et la paix*⁴. Ainsi, à propos de l'affaire éthiopienne, les intellectuels se montrent extrêmement divisés et des divergences entre catholiques commencent à apparaître. Autant de clivages que l'on retrouvera au moment de la guerre d'Espagne.

UNE OPINION ET UNE CLASSE POLITIQUE FRANÇAISES DIVISÉES PAR LE CONFLIT ESPAGNOL

La guerre d'Espagne marque encore plus fortement l'opinion publique française. La proximité géographique y est pour beaucoup, mais d'autres facteurs y contribuent, comme la présence dans l'Hexagone d'une abondante population espagnole, venue y travailler ou s'y réfugier. Devenus le groupe étranger le plus nombreux après les Italiens et les Polonais, les Espagnols immigrés en France suivent avec attention les événements dans leur pays ; si des jeunes sont mobilisés, un certain nombre d'entre eux se portent volontaires pour aller défendre la République et, dans diverses régions, des comités de solidarité sont constitués et des fonds recueillis pour aider les combattants.

La similitude des situations politiques de part et d'autre des Pyrénées, les liens et les parentés idéologiques existant entre nombre de formations politiques font que les Français ont le sentiment de voir leur propre histoire se jouer dans le pays voisin. La guerre d'Espagne est ainsi, dans la France des années 1930, complètement « intégrée aux luttes internes de la politique nationale », jouant un rôle de miroir pour l'opinion française, comme l'a bien montré Pierre Laborie :

Les Français vivent et règlent leurs problèmes par républicains et franquistes interposés. Le miroir espagnol les transforme en spectateurs de leurs propres affrontements, de leurs angoisses et de leurs espoirs. Il explique le présent et permet même de lire le futur⁵.

La présence, à la tête de la France, d'un gouvernement de Front populaire, proche idéologiquement du *Frente popular* et naturellement ami de la République espagnole, n'a pas les conséquences logiques que l'on aurait pu attendre d'un tel degré de proximité. Le gouvernement de Léon Blum renonce, pour des raisons de politique intérieure et internationale – le poids des radicaux dans la coalition au pouvoir et les pressions de l'allié anglais – à venir au secours de son homologue hispanique. Même si la non-intervention a parfois pu être « relâchée », son choix – sans même parler des effets funestes qu'elle aura sur

4. Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^e siècle*, Paris, Gallimard, « Folio histoire », 1996, p. 147-166. *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments*, sous la direction de Jacques Julliard et Michel Winock, Paris, Éditions du Seuil, 1996. Michel Winock, *Le Siècle des intellectuels*, Paris, Le Seuil, 1997.

5. Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 132-133 et 164.

le sort de la République espagnole – ne fait qu’attiser en France même les passions et accentuer clivages et déchirements au sein même de la majorité gouvernementale.

Le déclenchement de la guerre civile espagnole suscite immédiatement en France les prises de positions les plus diverses, en faveur de l’un ou l’autre camp et, parfois, des révisions de points de vues spectaculaires. Si le soulèvement franquiste y rencontre des adhésions, des mouvements de solidarité se créent immédiatement en faveur de l’Espagne républicaine. Les événements suscitent l’éclosion de nombreux comités, créés souvent sous l’égide d’intellectuels de renom, qui prêtent ainsi leur nom à des actions de solidarité et de propagande.

C’est du territoire français que partent nombre de volontaires pour les milices ouvrières et les Brigades internationales, qu’ils soient citoyens de ce pays ou non, immigrés anciens ou exilés de fraîche date, comme les réfugiés italiens antifascistes, allemands et autrichiens antinazis ou Juifs polonais, désireux de continuer en Espagne une bataille contre le fascisme commencée ailleurs.

L’écho de la guerre en Espagne en France a été tel, sur le plan idéologique et émotionnel, qu’il a entraîné, chez les intellectuels comme dans l’opinion publique et la classe politique, des prises de positions passionnées, des engagements personnels profonds, des dévouements sans nombre, des actes de solidarité innombrables. Dans une période de montée des tensions internationales marquée par l’affirmation des puissances totalitaires face à des démocraties largement désarmées, le conflit qui se déroulait en Espagne a pris aussitôt valeur de symbole : les uns y voyaient l’affrontement entre les démocraties et les pays fascistes, les autres y craignaient le développement de la révolution et l’éclosion d’un régime communiste, d’autres encore applaudissaient aux expériences de transformation radicale du système politique et social entrepris par la mouvance anarchiste et révolutionnaire. La ligne de démarcation sans doute la plus fondamentale entre les intellectuels français s’est placée entre les anticommunistes et les antifascistes, mais une variété importante de positionnements s’est fait jour.

DES INTELLECTUELS SUR TOUS LES TERRAINS DE LA GUERRE

Jamais encore, comme au cours de ces événements, la frontière entre clercs, journalistes et militants politiques n’aura été aussi ténue. Pour la première fois sans doute en aussi grand nombre, les intellectuels ne se contentent pas de s’exprimer depuis leur table de travail ou depuis les locaux de leur comité de rédaction, ils se déplacent sur le théâtre des opérations. Les intellectuels deviennent aussi parfois, à droite comme à gauche, correspondants de guerre, envoyés spéciaux de divers organes de presse. Nombre d’écrivains se font reporters, comme Pierre Héricourt pour l’*Action française*, Jérôme et Jean Tharaud ou Antoine de Saint-Exupéry pour *Paris-Soir* et *La Petite Gironde*,

les frères Tharaud aussi pour *Candidé*⁶, Andrée Viollis pour *Ce Soir*, *Regards* et *L'Humanité* ou Paul Nizan entre autres pour ces deux derniers titres.

L'expansion et le profond renouvellement de la presse écrite dans les années 1930, avec l'irruption d'un nouveau photojournalisme, confèrent aux intellectuels un rôle notable. Certains quotidiens ou hebdomadaires jouent un rôle important, tel *Paris-Soir* qui accorde une place prépondérante à l'information par l'image et au grand reportage avec des écrivains de talent comme Joseph Kessel, Jean Cassou ou Saint-Exupéry. Plus novateur encore, le magazine *Vu* est l'un des premiers à témoigner de la violence qui ensanglante l'Espagne. Les clichés de photographes attitrés tels que Robert Capa donnent à voir, presque en temps réel, les événements. C'est un soutien sans réserves à la République espagnole qui est apporté par *Regards*, le magazine illustré du Parti communiste français (PCF), auquel contribuent les photographes Gerda Taro, David Seymour ou Robert Capa. Des écrivains tels que Paul Nizan, André Gide, Romain Rolland, André Malraux y collaborent⁷.

Des intellectuels se rendent en Espagne pour étudier la situation, s'informer et, éventuellement, rencontrer des représentants du camp dont ils se sentent proches, tels Henri Massis, Robert Brasillach, Jérôme et Jean Tharaud, du côté franquiste⁸, ou Élie Faure, Jean-Richard Bloch ou Jean Cassou, du côté républicain. Le dirigeant de l'Action française, Charles Maurras, comme nombre d'intellectuels admirateurs des « nouveaux Croisés » – tels Robert Brasillach, Henri Massis ou Pierre Héricourt – séjourne dans l'Espagne conquise par les franquistes et il est reçu quasiment comme un chef d'État. Il est déclaré « hôte d'honneur » de la ville de Saragosse.

Les intellectuels antifascistes se réunissent en Espagne. À la suite d'un premier Congrès pour la défense de la culture, tenu à Paris en juin 1935, le second Congrès est organisé, en pleine guerre, à Valence, Madrid et Barcelone du 4 au 11 juillet 1937 avant de se terminer dans la capitale française les 16 et 17 juillet. Le premier Congrès a été initié à l'appel d'écrivains communistes ou « compagnons de route » du PCF, tels que Jean-Richard Bloch, Louis Aragon, Louis Guilloux, André Malraux, Paul Nizan, Paul Vaillant-Couturier. L'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR) créée en 1932 comme « section » française de l'Union internationale des écrivains révolutionnaires, fondée à Moscou peu de temps auparavant, en est la véritable organisatrice. Dans le sillage de la nouvelle ligne d'ouverture définie par le Komintern, l'AEAR a ouvert largement la liste des signataires de l'appel et des participants⁹.

6. Ainsi, entretien avec Miguel de Unamuno publié dans *Candidé*, le 10 décembre 1936.

7. Geneviève Dreyfus-Armand, Odette Martinez-Maler, *L'Espagne, passion française. Guerres, exil, solidarité*, Paris, les Arènes, 2015, p. 64-71.

8. Jérôme et Jean Tharaud, *Cruelle Espagne*, Paris, Plon, 1937. Bien que les sympathies des auteurs aillent de toute évidence au camp nationaliste, ceux-ci ne prennent pas un parti explicite (cf. François Mauriac, « Cruelle Espagne », *Gringoire*, 26 février 1937).

9. Michel Aucouturier, « Sandra Teroni, Wolfgang Klein, eds., Pour la défense de la culture », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 46/4 | 2005, mis en ligne le 29 juin 2009, Consulté le 29

Malgré les difficultés dues à la guerre, le second Congrès pour la défense de la culture réuni dans les trois villes espagnoles apparaît comme une nécessité. Plusieurs intellectuels français y participent aux côtés de leurs homologues étrangers membres également de l'Union internationale des écrivains révolutionnaires et issus de très nombreux pays ; ce sont André Malraux, Louis Aragon, Tristan Tzara, Julien Benda, André Chamson et Claude Aveline.

C'est d'ailleurs lors d'un discours d'ouverture à ce Congrès que Julien Benda justifie son engagement. Il avait pourtant fustigé en 1927 la tendance de ses pairs à avoir délaissé la pensée désintéressée et les valeurs abstraites et intemporelles pour se commettre dans le combat politique¹⁰. Dès le 1^{er} août 1936, il prend position, réfutant l'argument de la droite selon lequel « l'intervention de la France serait la guerre européenne », une guerre voulue par l'URSS car, selon lui, ce dont la droite ne veut pas c'était d'une guerre contre le fascisme¹¹. En juillet 1937, au Congrès pour la défense de la culture, il déclare : « Je dis que l'intellectuel joue parfaitement son rôle quand il sort de sa tour d'ivoire pour défendre les droits de la justice contre la barbarie », et il proclame son « adhésion au gouvernement de l'Espagne républicaine, sur lequel retombe aujourd'hui le tragique honneur de représenter la cause de la justice et de la liberté contre les puissances éternelles de l'obscurantisme¹². » Déclarations révélatrices, surtout de la part d'un écrivain qui se voulait hors des débats politiques, de l'engagement des intellectuels dans cette période de guerres.

D'autres, enfin, s'engagent personnellement sur le terrain. Les cas emblématiques de Simone Weil et d'André Malraux sont bien connus. Simone Weil intègre en août 1936 le Groupe international de la Colonne Durruti ; elle se veut milicienne à part entière, porte le fusil, revêt en guise d'uniforme la combinaison d'ouvrier mécanicien (le *mono azul*), arbore au cou le foulard rouge et noir et se coiffe du calot aux couleurs identiques¹³. Bien que myope, munie de lunettes à verres épais, elle refuse les tâches d'arrière-garde auxquelles ses camarades voudraient la cantonner et elle tient à effectuer une mission de reconnaissance. Certes, l'engagement sur le terrain de la jeune philosophe se termine assez rapidement : suite à une grave brûlure par de l'huile bouillante, elle est obligée de repasser la frontière le 25 septembre suivant. Simone Weil soutiendra les républicains espagnols après son retour en France, approuvant les prises de position de Georges Bernanos dans *Les Grand Cimetières sous la lune*. Même si ses jugements sur la guerre en cours oscillent entre ses convictions politiques et ses exigences éthiques – défendant la non-intervention et la

novembre 2015. URL : <http://monderusse.revues.org/6620>. *Journalisme et littérature dans la gauche des années 1930*, Anne Mathieu et François Ouellet (dir.), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

10. Julien Benda, *La Trahison des clercs*, Paris, Grasset, 1927.

11. *Vendredi*, 1^{er} août 1936.

12. Cité par Maryse Bertrand de Muñoz, *op. cit.*, p. 43.

13. Luis Mercier Vega, « Simone Weil sur le front d'Aragon », in *Les Écrivains et la guerre d'Espagne*, Paris, L'Âge d'homme, « Les dossiers H », 1975, p. 275-279.

paix¹⁴ –, elle conservera cependant des liens profonds et durables avec certains de ses anciens compagnons de lutte¹⁵.

Quant à André Malraux, il s'est engagé dans la lutte contre le fascisme dès le début des années 1930, et il participe à tous les meetings où l'on traite du destin de l'Espagne, avant de rejoindre ce pays. C'est son roman *L'Espoir*, publié en décembre 1937, qui traduit le mieux le sens de son engagement et contribue à faire entrer la guerre d'Espagne parmi les grands mythes du XX^e siècle. En juillet-août 1936, André Malraux, avec le soutien officieux de Pierre Cot, ministre de l'Air du cabinet Léon Blum, fait passer en Espagne une dizaine d'avions. Il forme et commande l'escadrille « Espagne », qui rend de réels services aux républicains au début du conflit, même si son action a pu être controversée, en particulier par Ignacio Hidalgo de Cisneros, chef de l'aviation de la République espagnole. L'unité est dissoute fin février 1937.

DES INTELLECTUELS PARTISANS DU FRANQUISME

Les intellectuels se revendiquant d'une droite conservatrice et nationaliste prennent position pour les généraux antirépublicains dès le début de leur soulèvement. Charles Maurras met *L'Action française* au service de la cause franquiste, persuadé que la défaite des « nationaux » en Espagne signifierait la mainmise communiste sur la Péninsule et serait une menace pour la France. Il préface en 1936 le livre de Pierre Héricourt intitulé *Pourquoi Franco vaincra* : « Les uns ont raison et les autres ont tort. Il faut vouloir que le bien ait le dessus. Il faut aimer que le mal morde la poussière¹⁶ ».

Dans son ouvrage, *Vers l'Espagne de Franco*, publié sous l'Occupation, Maurras se félicite de l'attitude de son journal : « Une des gloires de *L'Action française* est d'avoir rempli un devoir difficile avec une application et un dévouement reconnus¹⁷ ». Plein d'admiration pour le rétablissement de l'ordre effectué, selon lui, dans la zone nationaliste, il est persuadé que l'Union soviétique avait conçu des plans d'occupation de l'Espagne « bien avant que Franco eût commencé à les bousculer ».

Dans cette mouvance, se crée un comité intitulé Les Amis de l'Espagne nouvelle, qui vante l'œuvre sociale du nouvel État espagnol et les réalisations entreprises dans la zone nationale. Les Amis de l'Espagne nouvelle dénoncent la terreur qui, selon eux, règne à Madrid et veulent montrer que l'Espagne

14. Alexandre Massipe, « L'engagement de Simone Weil durant la guerre d'Espagne », in *Art, écriture, engagement. S'engager pour l'Espagne républicaine*, Carmen Pineira-Tresmontant et Amos Fergombe (éd.), Fernelmont, EME éditions, Paris, L'Harmattan, 2015.

15. Geneviève Dreyfus-Armand, Odette Martinez-Maler, *op. cit.*, p. 134-135.

16. Préface au livre de Pierre Héricourt, *Pourquoi Franco vaincra* (Paris, Baudinière, 1936), p. 11. Cité par Maryse Bertrand de Muñoz, *op. cit.*, p. 77.

17. Charles Maurras, *Vers l'Espagne de Franco*, Paris, Éditions du Livre moderne, 1939, p. 84. Cité par Maryse Bertrand de Muñoz, *op. cit.*, p. 86.

authentique est l'Espagne nationaliste. Dans son bulletin ou dans la maison d'édition associée, le comité publie des textes de Bernard Faÿ, Henri Joubert ou de Ramón Serrano Suñer, ministre du gouvernement de Burgos et beau-frère de Franco.

Rapidement, les thuriféraires de la rébellion franquiste entreprennent de s'en faire les historiens. Afin de glorifier la geste héroïque des nationalistes espagnols à Tolède, Robert Brasillach et Henri Massis publient dès 1936 *Les Cadets de l'Alcazar*. Et une *Histoire de la guerre d'Espagne* paraît en 1939, sous les plumes associées de Brasillach et de son beau-frère Maurice Bardèche. Une présentation chronologique y est faite du déroulement des événements, aboutissant à la « libération » de l'Espagne grâce à la ferveur des nationalistes, à leur idéal et à leur sens de l'organisation face au désordre républicain. Les auteurs défendent le camp de l'ordre et la violence contre une « démocratie paralysante ». Dans un recueil d'entretiens avec Mussolini, Salazar et Franco, Henri Massis qualifie Franco de « soldat de Dieu » :

La pensée du général Franco, c'est un ensemble de certitudes, d'évidences, qui elles-mêmes se fondent sur sa foi catholique et qui en ont l'intégrité, l'assurance, le parfait équilibre. C'est ainsi que ce soldat est certain de défendre une cause sacrée, de lutter pour la civilisation chrétienne, l'indépendance et l'honneur de sa nation¹⁸.

Après les réactions immédiates et sans ambiguïté de la droite nationaliste approuvant d'emblée les putschistes, il fallut cependant plus d'un an, la publication d'un appel pro-républicain et l'entregent de quelques Espagnols installés à Paris afin d'y défendre la cause franquiste, pour que paraisse, dans la revue *Occident*, le « Manifeste aux intellectuels espagnols » du 10 décembre 1937. Il convient de souligner que la revue *Occident* avait été créée par Joan Estelrich, fondateur d'un Comité intellectuel d'amitié entre la France et l'Espagne ainsi que du Bureau de propagande et de presse destiné à soutenir le gouvernement de Burgos. Cette déclaration de soutien aux intellectuels nationalistes espagnols émane de divers courants de la droite, conservateurs, maurrassiens et admirateurs du fascisme, d'Abel Bonnard, Henry Bordeaux, Paul Claudel à Léon Daudet, Pierre Drieu La Rochelle ou Ramon Fernandez :

Nous ne pouvons faire autrement que de souhaiter le triomphe, en Espagne, de ce qui représente actuellement la civilisation contre la barbarie, l'ordre et la justice contre la violence, la tradition contre la destruction, les garanties de la personne contre l'arbitraire. Nous saluons donc les hommes qui, dans une heure d'effroyable adversité, représentent si dignement l'intelligence et la culture de leur pays¹⁹.

18. Henri Massis, *Chefs. Les dictatures et nous. Entretiens avec Mussolini, Salazar, Franco*, Paris, Plon, 1939, p. 144-145. Cité par Maryse Bertrand de Muñoz, *op. cit.*, p. 79.

19. *Occident*. Le bimensuel franco-espagnol, n° 4, 10 décembre 1937. Cité par Jean-François Sirinelli, *op. cit.*, p. 175-177.

DES INTELLECTUELS DÉFENSEURS DE LA PAIX

Un argument tôt développé par Maurras, repris par beaucoup, est qu'une intervention française en Espagne entraînerait une guerre généralisée²⁰. Devant ce qui apparaissait comme un conflit fratricide et face à la violence des combats, des voix s'élèvent pour appeler à la paix. Rien d'étonnant dans une société où le pacifisme engendré par la Grande Guerre est très enraciné, largement majoritaire dans le pays, transcendant les frontières sociales, partisans et idéologiques. Mais le pacifisme, à part une aspiration commune et profonde à la paix, revêt une grande diversité d'attitudes. Multiforme, il est une sorte de « lieu géométrique de tous les contraires », selon la belle formule de Pierre Laborie²¹, et la brève présentation de quelques-uns de ses tenants l'atteste aisément.

En février 1937, à l'initiative de deux personnalités engagées dans des mouvements pacifistes – Lucien Le Foyer, président du Conseil national de la paix et Camille Planche, député, délégué à la SDN et président de la Ligue des Anciens combattants pacifistes – le Comité d'action pour la paix en Espagne publie un bulletin intitulé *La Paix en Espagne*. Ce Comité appelle à l'armistice et à la médiation en Espagne pour protéger l'Europe d'un « danger de guerre grandissant ». Parmi les signataires, on peut relever les noms des philosophes Alain et Simone Weil. Mais des divergences n'ont pas manqué d'apparaître, car malgré un sincère désir de paix, des contradictions déchirent ceux qui ne peuvent mettre sur le même plan l'agresseur et l'agressé.

Des catholiques ont entrepris une démarche parallèle, stimulés par un manifeste pour la paix civile en Espagne lancé à Paris, en avril 1937, par des Espagnols réfugiés, au premier rang desquels se trouve Alfredo Mendizábal, professeur de droit à l'Université d'Oviedo qui a, dans les revues *Sept* et *Esprit*, dénoncé la lutte fratricide menée en Espagne. En février 1937, le juriste espagnol a constitué un Comité pour la paix civile en Espagne – éditeur à Paris, à partir de décembre suivant, du bulletin *La Paix civile* –, se prononçant contre « les solutions de haine » qui prévalent en Espagne. Le philosophe Jacques Maritain soutient l'initiative et accepte de préfacer l'ouvrage de Mendizábal, *Aux origines d'une tragédie. La politique espagnole de 1923 à 1936*, publié fin 1937.

Peu de temps après la création du Comité espagnol pour la paix civile, un comité français similaire se constitue à Paris, en mai 1937. Le Comité français pour la paix civile et religieuse en Espagne est animé par Mgr Beaupin – évêque auxiliaire de Paris, chargé de l'action pastorale envers les catholiques étrangers – et par des écrivains, philosophes et universitaires tels que Georges Duhamel, Jacques Madaule, Gabriel Marcel, Jacques Maritain, François Mauriac et Paul Vignaux ; le secrétaire en est Claude Bourdet. Bien que né

20. *L'Action française* du 24 juillet 1936.

21. Pierre Laborie, *op. cit.*, p. 91.

d'initiatives catholiques, le Comité se déclare ouvert à tous ceux qui désirent la liberté de conscience et la paix religieuse, éléments indispensables, selon lui, de la paix civile. Mais la férocité des bombardements qui touchent, à Madrid, Guernica ou Durango, des populations civiles innocentes amènent la plupart des responsables du Comité – auxquels se joignent d'autres signataires – à protester contre les massacres de non-combattants.

Vouloir la paix, ce n'est pas forcément être neutre. Deux exemples indiquent la complexité de ce positionnement. Cofondateur de la revue *Vendredi*, principal organe du Front populaire, Jean Guéhenno met beaucoup de temps à prendre parti sur le conflit en cours. Il avoue d'ailleurs sa honte avec franchise, en juillet 1937²². Persuadé que la non-intervention « pouvait suffire à sauver et l'Espagne révolutionnaire et la paix », il fait le constat de l'échec de cette politique en reconnaissant que le pacifisme n'était pas une tactique²³.

Du côté des militants anarchistes, par fidélité à une ligne de conduite pacifiste, on demande que « s'exerce la solidarité de la classe ouvrière française vis-à-vis de l'Espagne, mais non une solidarité de gouvernement ». La position de Léon Blum est jugée « honorable » et les libertaires prônent une « action directe, de peuple à peuple » afin d'éviter la généralisation de la guerre. Cependant, cette orientation pacifiste n'exclut ni l'envoi d'armes ni l'engagement de volontaires dans les milices constituées spontanément en Espagne en riposte au soulèvement franquiste²⁴.

DES INTELLECTUELS ENGAGÉS AUX CÔTÉS DES RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS

Les intellectuels de gauche se déclarent sans hésitation en faveur de la défense de la République espagnole. La présence, en Espagne, d'un gouvernement de Front populaire a précédé de quelques mois seulement la victoire électorale, en France, du Rassemblement populaire de même orientation. L'intervention allemande et italienne donne, de plus, le caractère d'une lutte commune contre le fascisme. Cependant, l'intelligentsia de gauche se trouve rapidement déchirée entre ceux qui sont favorables ou se résignent à la non-intervention et ceux qui réclament une intervention française ; mais aussi, entre ceux qui défendent une révolution sociale entreprise dans certaines régions espagnoles, à l'initiative des anarchistes et de certains socialistes, et ceux qui soutiennent la politique menée par le gouvernement de Juan Negrín après mai 1937. La guerre d'Espagne est le révélateur des tensions internes au Front populaire et des divergences entre les intellectuels qui le soutiennent.

22. Jean Guéhenno, « Examen de conscience. L'Espagne et l'Europe », *Vendredi*, 8 juillet 1937. Cité par Maryse Bertrand de Muñoz, *op. cit.*, p. 56.

23. Jean Guéhenno, « Au fond de l'absurde. Le pacifisme n'est pas une tactique », *Vendredi*, 1er avril 1938. Cité par Maryse Bertrand de Muñoz, *op. cit.*, p. 56.

24. Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, Paris, François Maspero, 1975, tome 2, p. 30-35.

La première manifestation d'ampleur en solidarité avec l'Espagne républicaine se tient à Paris, salle Wagram, le 30 juillet 1936, à l'appel du Comité de lutte contre la guerre et le fascisme (dit comité Amsterdam Pleyel). De nombreux intellectuels y participent, tels Louis Aragon, André Gide ou André Malraux. Les intellectuels s'investissent dans des comités de solidarité avec l'Espagne républicaine. Dès le déclenchement de la guerre, des comités de soutien se créent.

Ainsi, à la suite d'une conférence européenne tenue à Paris le 13 août 1936, se constitue un Comité international de coordination et d'information pour l'aide à l'Espagne républicaine. Les présidents du comité sont le socialiste Victor Basch – président de la Ligue des droits de l'homme (LDH) et du Comité national du Rassemblement populaire – et Paul Langevin – savant de réputation internationale, proche du Parti communiste et animateur du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA). Le secrétariat est assuré par Madeleine Braun. Des sections existent dans de nombreux pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud et une mobilisation importante se produit : collectes d'argent, envois de bateaux chargés de vivres, de médicaments et de vêtements, rassemblés par des syndicats ouvriers, des enseignants ou des étudiants. Une aide sanitaire est également apportée : des médecins ou des infirmières se portent volontaires pour aller en Espagne sous l'égide du Comité international, tandis que les premiers réfugiés civils – notamment basques – sont parrainés par les sections nationales. En dehors de la solidarité concrète, le Comité mène un important travail de propagande, dénonçant les bombardements de villes et les massacres de populations civiles : il édite de nombreuses publications, donnant la parole à un catholique espagnol convaincu comme Angel Osorio y Gallardo, publiant des discours de Manuel Azaña, le président de la République espagnole, et de Julio Álvarez del Vayo, ministre de Francisco Largo Caballero puis de Juan Negrín.

Davantage tourné vers la diffusion d'informations sur la réalité de la guerre, le Comité franco-espagnol est animé par le journaliste radical Albert Bayet, l'enseignant catholique Jacques Madaule, collaborateur de la revue chrétienne libérale *Sept* et par le journaliste Louis Martin-Chauffier. Soucieux d'informer sans cesse de nouveaux secteurs de l'opinion publique française, peu ou mal renseignée sur la question espagnole, le Comité franco-espagnol publie de nombreux bulletins ; chaque livraison est consacrée à une question précise et sa diffusion est orientée vers un secteur particulier de l'opinion. Parmi les thèmes traités, figurent aussi bien l'enseignement, les menaces contre la sécurité de la France, la question religieuse, l'organisation syndicale en Espagne ou le problème agraire. Le Comité organise des conférences sur des sujets divers tels que l'armée ou la sauvegarde du trésor artistique espagnol pendant la guerre ; il édite des ouvrages sur l'intervention étrangère, sur la sécurité de la France et sur les questions religieuses, notamment *La Question d'Espagne inconnue* de José María de Semprún y Gurrea.

En décembre 1936, les clercs, en tant que tels, rendent public un manifeste intitulé « Déclaration des intellectuel républicains au sujet des événements

d'Espagne²⁵ », faisant probablement écho à l'appel lancé aux écrivains et aux artistes en faveur de l'Espagne, en novembre, par Louis Aragon²⁶. Constatant que le pacte de non-intervention proposé par le gouvernement français début août est largement violé et que « la non-intervention s'est traduite par une intervention très effective en faveur des seuls rebelles », ils en appellent « à l'opinion française et à la conscience universelle » afin que soient rétablies les « relations commerciales avec un gouvernement ami, décision qui, en faisant prévaloir le droit, ne [peut] qu'affermir la paix²⁷. » Réunissant plus d'un millier de signatures, ce manifeste voit réunis des universitaires – de Victor Bacsh, Frédéric Joliot-Curie, Paul Langevin à Henri Wallon –, des écrivains – de Romain Rolland, André Gide, Louis Aragon, Julien Benda, Jean-Richard Bloch, à Tristan Tzara – et des artistes – de Georges Auric, Marcel Carné, à Le Corbusier. La présence fournie d'amis de Paul Langevin indique que la déclaration est probablement l'émanation d'une rupture antérieure dans l'antifascisme : quelque temps auparavant, celui qui avait fondé le CVIA en 1934 – avec Alain et Paul Rivet – en avait quitté les organes de direction puis le comité, en désaccord avec le manque de fermeté vis-à-vis des régimes fascistes²⁸.

Les fissures s'élargissent parmi les intellectuels antifascistes. La rupture intervenue au sein du CVIA n'est pas la seule. À la LDH, une crise éclate en 1937. Alors que celle-ci avait, au début, soutenu la politique de « prudence » adoptée par le gouvernement, son président, Victor Basch, admet l'échec de cette politique en janvier 1937 et propose son abandon, au profit d'une « politique nette, claire et ferme » incluant une aide armée au gouvernement espagnol. Les « ultrapacifistes » ou pacifistes intégraux – Félicien Challaye, Léon Émery, Gaston Bergery – mis en minorité au congrès suivant, en juillet, démissionnent du Comité central de la LDH. De même, les controverses au sujet de la guerre d'Espagne mettent fin à la période d'enthousiasme qui avait présidé à la création du journal *Vendredi* fondé fin 1935 par André Chamson, Jean Guéhenno et Andrée Viollis. L'hebdomadaire, véritable reflet des forces politiques constitutives du Rassemblement populaire, est doté d'une équipe rédactionnelle prestigieuse allant de « Gide à Maritain²⁹ », en passant par Paul Nizan, Jean Giono, Romain Rolland, Julien Benda, André Malraux ou Alain. Dès les premiers jours du conflit espagnol, *Vendredi* se mobilise, lançant une souscription et envoyant des camions chargés de matériel militaire et de nourriture vers la zone républicaine. Mais l'évolution du Front populaire et, notamment, la décision de ne pas intervenir militairement aux côtés des

25. *Commune*, décembre 1936.

26. « Je m'adresse à mes frères écrivains et artistes de France, à ceux qui sont les maîtres des mots, des sons et des couleurs, et je leur demande d'ouvrir de toute la force de leur génie, de toute la générosité de leur talent et de leur cœur, une croisade nouvelle, la croisade de la poésie et de l'art pour l'Espagne. » Cité par Maryse Bertrand de Muñoz, *op. cit.*, p. 16.

27. Cité par Jean-François Sirinelli, *op. cit.*, p. 167-170.

28. Jean-François Sirinelli, *op. cit.*, p. 74.

29. André Chamson, *Devenir ce qu'on est*, Namur, Wesmael Charlier, 1959, p. 60. Cité par Maryse Bertrand de Muñoz, *op. cit.*, p. 11.

républicains espagnols, suivie deux ans plus tard par l'accord de Munich, précipite la disparition du journal emblématique de la période de rassemblement des forces de gauche³⁰.

Seules la mouvance communiste et une partie de la gauche socialiste et radicale restent opposées à la politique de non-intervention, de Paul Nizan et Jean-Richard Bloch à Jean Zyromski et Colette Audry. Les militants communistes et les « compagnons de route » du PCF soutiennent leurs homologues espagnols, minoritaires au début du conflit mais dont l'influence est allée grandissant du fait de l'aide soviétique et de l'influence exercée sur le gouvernement de Juan Negrín. L'évolution politique de l'Espagne est un facteur de division supplémentaire chez les intellectuels de gauche. Pour illustrer ces déchirements au sein des antifranquistes français, le cas de la gauche du Parti socialiste SFIO et des anarchistes est éloquent.

Dans *Pas de blocus contre l'Espagne républicaine*³¹, le socialiste de gauche Jean Zyromski proclame son opposition à la politique de non-intervention, doublée d'un embargo international sur les armes à destination de l'Espagne. Le Comité d'action socialiste pour l'Espagne (CASPE), qu'il anime, s'emploie à faire connaître en France la propagande républicaine. Le journal du CASPE, *L'Espagne socialiste*, reproduit nombre d'affiches espagnoles, contribuant ainsi à diffuser largement les images symboliques et les représentations du camp républicain. Le CASPE multiplie les publications – bulletins, tracts, pétitions, feuilles d'information – pour demander la levée du blocus envers l'Espagne républicaine, organise des délégations auprès des parlementaires ou du gouvernement et convoque meetings et assemblées pour faire partager ses convictions. Bien que *L'Espagne socialiste* se veuille toujours rattachée à la SFIO, elle manifeste ses désaccords avec la politique menée par son parti : « La SFIO a-t-elle fait son devoir ? Les socialistes d'Espagne sont-ils satisfaits des socialistes de France ? », demande le journal en avril 1937. Le CASPE reproche à la SFIO de n'avoir pas « su fournir au gouvernement cette force propulsive qui l'aurait empêché de se laisser imposer des orientations funestes ». *L'Espagne socialiste* estime, en effet, que

La politique dite de non-intervention n'a pas atteint les objectifs voulus par ses initiateurs du fait de sa violation délibérée et constante par les grandes puissances fascistes et qu'elle a encouragé l'arrogance de la réaction fasciste en France.

Guerre civile, lutte contre les fascismes ou révolution sociale ? Le débat sur le véritable sens de la guerre d'Espagne traverse non seulement le camp républicain espagnol, mais aussi ses sympathisants. Contrairement aux organismes socialistes, préoccupés surtout par la défense de la démocratie espagnole, ou à ceux influencés plus ou moins directement par le Komintern, peu soucieux

30. Bernard Laguerre, « Vendredi », in *Dictionnaire des intellectuels français*, op. cit., p. 1149.

31. *Pas de blocus contre l'Espagne républicaine !* Déclarations de Jacques Duclos,... Jean Zyromski,... Eugène Hénaff,... Georg Branting,... à leur retour d'Espagne, devant la conférence de la presse, le 16 septembre 1936, Paris, Comité mondial contre la guerre et le fascisme (1936).

de voir une révolution incontrôlée se développer en Espagne, les courants anarchistes ou révolutionnaires défendent les tentatives de transformations de la société entreprises dans la Péninsule. De France, comme d'Argentine, des États-Unis ou d'autres pays, la solidarité avec les anarchistes espagnols s'exprime. Un Comité de défense de la révolution espagnole antifasciste se mobilise et, en novembre 1937, à la demande des libertaires espagnols, une section française de la *Solidaridad internacional antifascista* se constitue. La SIA connaît un grand développement et son comité de patronage regroupe un ensemble de personnalités de gauche à l'exception des communistes : des dirigeants syndicaux comme Léon Jouhaux ou René Belin et des intellectuels tels que André Chamson, Paul Rivet, Maurice Rostand ou Jean Nocher. La SIA développe une propagande importante en faveur des anarchistes espagnols, ainsi que des actes concrets de solidarité. Dans ses publications, le 19 juillet 1936, jour de la riposte spontanée des masses populaires à la rébellion des généraux nationalistes, est particulièrement magnifié. Le soutien actif aux combattants espagnols est demandé ainsi que le boycott économique des pays fascistes et la cessation du blocus envers l'Espagne.

La signification des journées de mai 1937 à Barcelone – qui voient s'affronter anarchistes et militants du POUM³² aux communistes et aux forces de l'ordre de la *Generalitat* de Catalogne – n'est pas la même pour ce mouvement que pour les organismes influencés par les communistes. Si le Comité franco-espagnol assure le gouvernement de Juan Negrín de sa confiance en la justice espagnole, de sa haute estime et de sa respectueuse sympathie lors du procès du POUM devant le tribunal de Barcelone, d'autres militants et intellectuels appellent à la solidarité avec les emprisonnés. À l'automne 1937, les poursuites contre les « poumistes » et les anarchistes poussent Paul Rivet – ethnologue fondateur en 1937 du musée de l'Homme – à intervenir pour demander que les droits de la défense soient respectés ; elles entraînent également une pétition en ce sens signée par André Gide – qui avait résolu de publier quand même son *Retour d'URSS* en 1936 –, Georges Duhamel, François Mauriac et Roger Martin du Gard³³. Quant à la revue *Esprit*, elle choisit de publier tant José Bergamín, partisan de la politique menée par Juan Negrín, que Victor Serge, dissident soviétique antistalinien dénonçant l'élimination des libertaires et des militants du POUM.

DES INTELLECTUELS CATHOLIQUES DÉCHIRÉS

Il est éclairant de réserver une place particulière aux intellectuels catholiques tant la France des années 1930 est majoritairement imprégnée par la religion. D'autant que les rebelles qui se soulèvent contre la République en Espagne le font au nom de cette même religion et placent leur action sous le signe

32. Parti ouvrier d'unification marxiste.

33. Jean-François Sirinelli, *op. cit.*, p. 174.

d'une « Croisade³⁴ ». Dès avant la guerre d'Espagne, même si une majorité se reconnaît dans la droite conservatrice, les milieux catholiques français ne sont pas homogènes dans leurs prises de positions politiques. À propos du conflit espagnol, René Rémond résume :

Le problème de conscience s'aggrave pour les catholiques de ce que le soulèvement a pris un caractère de guerre religieuse. L'opinion catholique est profondément troublée et passionnément divisée [...]

À la nouvelle du soulèvement, la réaction première de la plupart est de souhaiter son succès. La publicité faite aux massacres de prêtres, aux incendies d'églises, aux profanations de cimetières, justifie rétrospectivement l'insurrection et confère un sens religieux au conflit : une croisade pour le christianisme et la civilisation. Pourvu que le gouvernement de Front populaire ne s'avise pas d'intervenir³⁵ !

Ainsi, la crainte d'une intervention française inspire à François Mauriac une violente apostrophe. Académicien, auteur catholique reconnu, il réagit, lorsque la guerre d'Espagne éclate – ainsi qu'il l'avouera plus tard – en homme de son milieu social : « Aux premières nouvelles du soulèvement militaire et des massacres de Barcelone, j'ai d'abord réagi en homme de droite³⁶. » Mauriac ne veut pas que la France prenne part au conflit espagnol et il a des mots extrêmement violents, publiés dans *Le Figaro* du 25 juillet 1936, pour en dissuader le gouvernement de Front populaire :

[...] s'il était prouvé que nos maîtres collaborent activement au massacre dans la Péninsule, alors nous saurions que la France est gouvernée non par des hommes d'État, mais par des chefs de bande, soumis aux ordres de ce qu'il faut bien appeler L'Internationale de la Haine. [...] Un tel geste risquerait de jeter les plus sages dans le parti des violents³⁷. [...]

Aussi, la réaction de l'immense majorité des catholiques français ressemble-t-elle à celle de François Mauriac, comme le souligne encore René Rémond :

Sur le moment, presque tous les catholiques réagirent en hommes de droite : ils reçurent, sans la contester, l'explication qui divisait l'Espagne en deux camps : les soldats de l'Église et les impies. À cette présentation simple, la presse de droite resta fidèle jusqu'à la fin. Aussi le conflit ne lui causa-t-il jamais de grands tourments intellectuels ou moraux³⁸.

34. Geneviève Dreyfus-Armand, « La grande fracture chez les intellectuels catholiques » in *La Guerre d'Espagne et la France*, Jean-Pierre Amalric et Geneviève Dreyfus-Armand (dir.), Montauban/Toulouse, Association Présence de Manuel Azaña / Méridiennes, 2014.

35. René Rémond, *Les Catholiques dans la France des années 30*, Paris, Éditions Cana, 1979, p. 175-176. [Édition revue et augmentée de *Les Catholiques, les communistes et les grandes crises, 1929-1939*, Paris, Armand Colin, coll. « Kiosque », 1960]. *Les Catholiques dans la France des années 30*, op. cit., p. 175-176.

36. François Mauriac, *Le Figaro*, 30 juin 1938.

37. François Mauriac, « L'Internationale de la Haine », *Le Figaro*, 25 juillet 1936, p. 5. Cité dans *François Mauriac contre son camp. Une anthologie présentée par Merryl Moneghetti*, Paris, Société éditrice du *Monde*, 2012, p. 52.

38. René Rémond, op. cit., p. 177.

Des écrivains et intellectuels catholiques prennent ouvertement position en faveur des généraux antirépublicains. Paul Claudel, que son statut de diplomate contraignait sans doute à la réserve, en sort en mai 1937 en écrivant un poème dédié *Aux martyres espagnols*, morts à cause de leur foi. Ce poème de 101 versets sert de préface à l'ouvrage publié à Paris, en 1937, par le franquiste catalan Joan Estelrich, *La Persécution religieuse en Espagne*³⁹. D'une grande virulence, le poème de Claudel connaît immédiatement une grande diffusion, en France et l'extérieur, enthousiasmant le camp franquiste mais il provoque des réactions indignées jusque dans les rangs catholiques. François Mauriac reproche à Claudel de n'avoir pas écrit un seul vers pour « les milliers et les milliers d'âmes chrétiennes que les chefs de "l'armée sainte", que les soldats de la guerre sainte ont introduits dans l'éternité⁴⁰. » Dans *Les Grands Cimetières sous la lune*, en 1938, bien qu'indirectement, Georges Bernanos traite Claudel « d'imbécile » et de « canaille », exploitant avec cynisme « la grande peur des bien-pensants⁴¹ ».

Car divers intellectuels et écrivains catholiques se démarquent des positions profranquistes. Ils contestent la propagande franquiste de la « guerre sainte » qui met autant de leurs coreligionnaires en porte-à-faux avec leurs sentiments religieux. Le philosophe chrétien Paul Vignaux, professeur depuis 1934 à la V^e section de l'École pratique des hautes études, souligne combien la propagande franquiste faisant du soulèvement une action anticommuniste a marqué profondément les milieux catholiques⁴². Il estime que les images répandues de par le monde sur les violences anticléricales ont tenu une place centrale pour déterminer une position profranquiste de la masse des catholiques. Paul Vignaux décrypte très précisément les positions de ses coreligionnaires : si une majorité est profranquiste, à l'image du monde ecclésiastique français « quasiment lié par l'attitude presque unanime de l'épiscopat espagnol » — position exprimée par Paul Claudel —, un certain nombre de catholiques sont allés à contre-courant de leur environnement.

Des intellectuels catholiques font d'emblée des réserves sur le fondement religieux du soulèvement franquiste, refusant que l'on utilise la religion pour couvrir des exactions. C'est le cas de la revue *Sept*, fondée en 1934, dont l'équipe de jeunes intellectuels se reconnaissent comme des disciples du philosophe Jacques Maritain, considéré souvent comme le plus grand intellectuel catholique du xx^e siècle. Si, dans un article du 7 août 1936, l'éditorial de la revue regrette que le gouvernement républicain n'ait pu empêcher des violences, il « plaint ces insurgés qui ont dû confier la cause de l'ordre national à des généraux rebelles et mobiliser des troupes coloniales contre leurs propres concitoyens⁴³. » Mais

39. Le poème est également publié dans *Sept*, le 4 juillet 1937.

40. François Mauriac, préface au livre de Victor Montserrat, *Le Drame d'un peuple incompris*, Paris, H. G. Peyre, 1937, p. 5-6. Cité par Maryse Bertrand de Muñoz, *op. cit.*, p. 305.

41. Georges Bernanos, *Les Grands cimetières sous la lune*, Paris, Plon, 1938, édition de 1955, p. 103-104.

42. Paul Vignaux, « Les catholiques français et la politique étrangère de la France », *Politique étrangère*, octobre 1938, p. 453.

43. Éditorial, *Sept*, 7 août 1936.

la revue disparaît en août 1937, en butte à l'hostilité du Vatican par son refus de considérer l'insurrection franquiste comme une croisade en défense de la civilisation occidentale⁴⁴.

Jacques Maritain, ancien maurrassien, réfute la justification de guerre sainte invoquée par les franquistes pour justifier leur soulèvement et la guerre impitoyable qu'ils mènent contre les républicains⁴⁵. Pour lui, la chrétienté ne peut se rétablir par les armes. Et il estime que l'on ne peut mettre sur le même plan des athées qui massacrent des prêtres et des chrétiens qui assassinent des pauvres ; c'est un sacrilège de tuer au nom de la religion. Cela vaudra à Maritain d'être violemment attaqué par Ramón Serrano Suñer lors d'un discours prononcé à Bilbao⁴⁶.

La verdeur et la violence des propos et des invectives, propres au débat politique des années 1930, gagnent aussi les milieux catholiques. La véhémence de Georges Bernanos vis-à-vis de Paul Claudel est emblématique de ce profond revirement effectué par des intellectuels catholiques d'abord séduits par la rébellion franquiste. Catholique conservateur et monarchiste, resté largement maurrassien, couronné en 1936 par l'Académie française pour son *Journal d'un curé de campagne*, Bernanos – qui se trouve résider à Majorque depuis deux ans – prend logiquement le parti des franquistes et son fils aîné, Yves, âgé de seize ans, s'engage dans la Phalange.

Georges Bernanos s'est établi aux Baléares en 1934 car, handicapé à la suite d'un accident, chargé d'une famille nombreuse et ne vivant que de sa plume, il y trouve une vie moins onéreuse qu'en France et un climat agréable. Bernanos y fréquente la bonne société de Palma de Majorque. Et même si, avant juillet 1936, il est critique par rapport à la droite espagnole, pointant l'égoïsme des classes dirigeantes et l'étroitesse d'esprit du clergé, il estime le Front populaire ennemi de sa foi. Aussi, le soulèvement militaire des 17 et 18 juillet le satisfait-il. Les idées de José Antonio Primo de Rivera et de sa Phalange lui agréent ; il y retrouve un peu celles de l'Action française à laquelle il a longtemps adhéré, resté fidèle à Charles Maurras après la condamnation prononcée par le Vatican. Bernanos, catholique convaincu, antirépublicain, partisan du « coup de force », voit ses propres aspirations mises en œuvre par les généraux soulevés.

Mais, passé l'enthousiasme des débuts, Georges Bernanos est, dès le début septembre 1936, surpris par le « caractère de férocité » du conflit et, à partir d'octobre, après trois articles favorables aux insurgés, il commence à changer de ton. Il estime que son fils est entouré de gens « qui ont beaucoup de sang sur les mains ». Lui, le monarchiste intransigeant et conservateur, ne change pas de camp mais il se met à témoigner de ce qu'il voit, à dire la vérité⁴⁷. L'écriture des *Grands Cimetières sous la lune* commence. En janvier 1937, dans la revue

44. *Dictionnaire des intellectuels français*, op. cit., p. 1048-1049. Si les dominicains qui animent *Sept* se soumettent à Rome, des laïcs reprennent le flambeau et créent l'hebdomadaire *Temps présent*, où Mauriac se révélera journaliste de combat.

45. Jacques Maritain, « De la guerre sainte », *Nouvelle Revue française*, 1^{er} juillet 1937.

46. Michel Winock, op. cit., p. 303.

47. Michel Winock, op. cit., p. 298-299

Sept, il s'en prend à « une société qui, lorsque les affaires vont mal, n'a jamais réellement connu d'autre expédient que celui d'exterminer les pauvres⁴⁸ ».

Devant les exactions commises par les phalangistes dans l'île rapidement conquise et la sauvagerie de la répression orchestrée par la Phalange et appuyée par des fascistes italiens, il ne peut s'empêcher de crier son dégoût et sa colère :

Il faut voir. Il faut comprendre. Voilà une petite île bien calme, bien coite dans ses amandiers, ses orangers, ses vignes. [...] Chacun de ces villages est un monde fermé, avec ses deux partis, celui des « prêtres » et celui des « intellectuels », auquel s'agrége timidement celui des ouvriers. Il y a encore le châtelain, qu'on ne voit d'ailleurs qu'aux beaux jours, mais qui connaît ses têtes, a noté depuis longtemps les mauvaises, en compagnie du curé son compère. [...] Du jour au lendemain, ou presque, chacun de ces villages a eu son comité d'épuration, un tribunal secret, bienveillant, généralement ainsi composé : le bourgeois propriétaire, ou son régisseur, le sacristain, la bonne du curé, quelques paysans bien-pensants et leurs épouses, et enfin les jeunes gens hâtivement recrutés par la nouvelle phalange, trop souvent convertis d'hier, impatientes de donner des gages, ivres de l'épouvante qu'inspirent tout à coup, à de pauvres diables, la chemise bleue et le bonnet à pompon rouge. [...] Car l'épuration est le dernier mot de cette guerre, tout le monde le sait, ou commence à le savoir ou le saura⁴⁹.

Georges Bernanos accuse également l'Église espagnole de complicité avec les auteurs de ces tueries. Il reproche à l'évêque de Palma de ne pas ignorer la répression. Honteux, révolté, il ajoute :

Et puis quoi ? Que voulez-vous que je vous dise ? Des prêtres, des soldats, ce drapeau rouge et or – ni or pour l'acheter, ni sang pour le vendre... Il est dur de regarder s'avilir sous ses yeux ce qu'on est né pour aimer⁵⁰.

Le pamphlet indigné la droite et *Occident* traite Bernanos de traître car « la croisade espagnole est une réalité indiscutable, un monde authentique, une vérité qui a ses exigences⁵¹ ». Simone Weil exprime son assentiment à Bernanos et l'équipe d'*Esprit*, sous la plume d'Emmanuel Mounier, apporte également son entier soutien :

« Il est un de ces rares livres autour desquels tout bavardage, même intelligent, est une indécence. On ne peut y répondre que par un acte, de haine ou de conversion » et salue en Bernanos « le dernier-né des prophètes chrétiens de langue française »⁵².

François Mauriac connaît une évolution comparable à celle de Georges Bernanos. Après une première réaction favorable au soulèvement franquiste, il explique, en juin 1938, dans *Le Figaro*, ce qui a causé son retournement :

48. Georges Bernanos, « Conclusion », *Sept*, 18 janvier 1937.

49. Georges Bernanos, *op. cit.*, p. 125. Cité dans *Georges Bernanos face aux impôts. Une anthologie présentée par Jean Birnbaum*, Paris, Société éditrice du *Monde*, 2012, p. 97.

50. *Georges Bernanos face aux impôts*, *op. cit.*, p. 96-103.

51. *Occident*, 10 juin 1938.

52. Emmanuel Mounier, « La pensée engagée. Georges Bernanos, *Les Grands Cimetières sous la lune* », *Esprit*, 1^{er} juin 1938.

Ce qui fixa notre attitude, ce fut la prétention des généraux espagnols de mener une guerre sainte, une croisade, d'être les soldats du Christ. [...] les sacrilèges et les crimes commis par une foule armée et furieuse, au lendemain d'une rébellion militaire réprimée, sont d'une horreur insoutenable. Nous disons seulement que les meurtres commis par les Maures qui ont un Sacré-Cœur épinglé à leur burnous, que les épurations systématiques, les cadavres de femmes et d'enfants laissés derrière eux par des aviateurs allemands et italiens au service d'un chef catholique et qui se dit Soldat du Christ, nous disons que c'est là *une autre sorte d'horreur...*

La présence des Maures, l'intervention massive des escadilles et des troupes italiennes et allemandes, les méthodes atroces de la guerre totale, appliquées par des chefs militaires à un pauvre peuple qui est leur peuple, les souffrances des Basques coupables de crime de non-rébellion, posèrent aux catholiques français un cas de conscience douloureux⁵³.

La première prise de conscience de la nature du franquisme est liée, pour François Mauriac, à la féroce répression qui accompagne la prise de Badajoz en août 1936⁵⁴. Mais c'est avec le bombardement de Guernica que François Mauriac franchit définitivement le pas : ce qui indigna Mauriac c'est la persécution dont les Basques sont l'objet, peuple en majorité catholique mais resté fidèle à la République y compris son clergé. Le bombardement de Guernica, le 26 avril 1937, lui fait définitivement prendre parti contre les franquistes.

Mauriac signe le manifeste lancé par *La Croix*, le 8 mai 1937, en défense des Basques, aux côtés de Jacques Maritain, Emmanuel Mounier, Maurice Merleau-Ponty, Paul Vignaux ou Gabriel Marcel. Quelques semaines plus tard, François Mauriac prend une part active à la constitution de la Ligue internationale des amis des Basques (LIAB), plaidant toujours pour leur cause : « On n'assassine pas un vieux peuple chrétien parce qu'il a cru qu'il ne fallait pas se révolter⁵⁵. » Après la défaite républicaine, Mauriac continuera, par l'intermédiaire de cet organisme, à soutenir les Basques exilés en France.

Cependant, des catholiques prennent pratiquement d'emblée une position antifranquiste affirmée, comme l'équipe de la revue *Esprit*. Si certains collaborateurs ont pu manifester d'abord un double refus par rapport aux belligérants⁵⁶, le reste de l'équipe et Emmanuel Mounier lui-même, fondateur et directeur de la revue, ne partagent pas ce point de vue neutre et décident de s'engager en faveur de la République espagnole. Le danger communiste n'est pas, pour eux, le plus immédiat et « une Église souffrante » leur semble préférable, au nom même du christianisme, à une « Église abritée à l'ombre de l'épée⁵⁷ ». Aucun motif ne peut justifier l'horreur d'une telle guerre.

Avec le concours d'intellectuels espagnols comme José María Semprún y Gurrea, *Esprit* a cœur de combattre la vision manichéenne d'un conflit espagnol présenté comme un affrontement entre communisme et christianisme. Ce qui

53. François Mauriac, 30 juin 1938.

54. François Mauriac, « Chronique. Badajoz », *Le Figaro*, 18 août 1936.

55. François Mauriac, « Pour le peuple basque », *Le Figaro*, 17 juin 1937.

56. AMV [Alfredo Mendizábal Vilalba], « Double refus », *Esprit*, novembre 1936.

57. Michel Winock, *Esprit. Des intellectuels dans la cité, 1930-1950*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, coll. « Points histoire », 1996, p. 132.

n'empêche pas la revue de dénoncer les méfaits du stalinisme en Espagne, tout en maintenant son appui à la République. *Esprit*, préoccupé par l'urgence de la lutte antifasciste, n'en conserve pas moins une vigilante lucidité.

Ainsi, parmi les intellectuels catholiques, un certain nombre, et non des moindres, prennent des positions fermes de condamnation des rebelles, même si, au départ, leur prédisposition naturelle – sociologique comme idéologique – les a fait incliner vers eux. Si bien que des « petites avant-gardes », dont *Esprit* est le symbole, se sont trouvées en résonance avec des écrivains de la stature de Mauriac et de Bernanos ou de philosophes comme Maritain, trois hommes sur lesquels, à des degrés divers, l'influence de Maurras et de l'Action française a pu avoir prise auparavant dans leur parcours personnel⁵⁸.

La guerre d'Espagne a suscité de tels débats chez les intellectuels français que les lignes de fractures idéologiques ont été profondes ; mais les positions sont passées parfois de la stabilité à des remises en question et à des retournements spectaculaires. Tant la complexité du conflit n'a cessé de questionner et de faire réfléchir les intellectuels qui faisaient de l'honnêteté leur principe de pensée.

58. Michel Winock, *op. cit.*, p. 303.